Introduction

Jacques Forster

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1405>

DOI : 10.4000/aspd.1405

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 1993

Pagination : VII-X

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 12 | 1993, mis en ligne le 30 avril 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1405> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1405>

Introduction

Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, les Alliés mirent en place des institutions telles que l'ONU, le GATT, le FMI et la Banque mondiale pour tenter de prévenir le retour de grandes crises économiques et des nationalismes belliqueux. La réduction des disparités économiques et sociales entre le Sud et le Nord faisait également partie de ce programme. Sur le plan économique, la stratégie fut d'opter pour un ordre économique mondial libéral, accompagné de mécanismes de transfert de ressources (notamment l'aide publique au développement) pour accélérer le développement économique et social des pays pauvres.

Au cours de ces dernières années, de multiples bilans de quatre décennies de développement furent établis. On sait à quel point les résultats sont mitigés, en deçà des espoirs parfois illusoire que la nouvelle ère de coopération au développement avait fait naître; en deçà aussi des besoins des populations de nombreux pays en développement. Les causes en sont nombreuses et il ne nous appartient pas de les évoquer ici. Cependant, depuis quelques années, cette stratégie est confrontée à plusieurs contradictions qui rendent sa crédibilité de plus en plus fragile:

- Le libéralisme économique recommandé aux pays en développement n'est appliqué que très imparfaitement par les pays industrialisés qui en sont les avocats les plus éloquents. Il s'agit, dans la pratique, d'un libéralisme "à géométrie variable" destiné à protéger les intérêts - légitimes ou non - de groupes socio-économiques vulnérables et/ou influents dans les pays du Nord. L'ajustement structurel s'avère aussi difficile à mettre en oeuvre au Nord qu'au Sud.

- La croissance généralisée et soutenue des pays industrialisés marque nettement le pas. Issues des années de prospérité, les institutions dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la prévoyance sociale sont menacées; la lutte pour l'allocation de ressources publiques se fait plus sévère. Dans ce contexte, même si la politique de solidarité internationale n'est pas remise en cause par les gouvernements, les dépenses y relatives subissent de sensibles réductions. Cette tendance risque de se renforcer car ces pays connaissent, notamment sous l'effet de la crise, une montée de tensions internes qui renforcent les courants isolationnistes et mettent de façon accrue la coopération internationale en concurrence avec la solution des problèmes intérieurs.

Cette contraction des ressources, cet affaiblissement de la volonté politique interviennent à un moment où la coopération internationale est confrontée à des tâches de plus en plus nombreuses et complexes comme par exemple la coopération économique avec les pays de l'Europe centrale et de l'ex-URSS, la mise en oeuvre des résolutions de Rio sur l'environnement et le développement, l'aide humanitaire consacrée aux anciens et nouveaux conflits (notamment en Somalie, et en ex-Yugoslavie).

Il ressort de ce constat plutôt sombre que la coopération internationale ne peut pas simplement continuer sur sa lancée. Depuis une décennie le monde a trop changé pour que l'on puisse faire l'économie d'une réflexion de fond sur l'avenir de la coopération internationale au développement. Nous savons fort bien qu'il ne s'agit pas de trouver des recettes, d'imaginer un nouvel ordre mondial fondé sur les meilleures intentions. Il s'agirait plus modestement, et de façon plus réaliste, de favoriser une politique de coopération avec les autres régions du monde s'inspirant d'une conception globale et à long terme des relations Nord-Sud fondée sur l'identification d'intérêts communs. Plus que sur des grandes déclarations, cette démarche s'appuyant sur des actes concrets peut seule restaurer une confiance bien ébranlée par des décennies de discours creux ou sans lendemains.

Les temps de crise ont au moins un avantage, celui de favoriser les remises en cause, de stimuler la créativité. Le contexte est aussi propice en raison des grands débats internationaux actuels. Les négociations de l'Uruguay Round, la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement sont des occasions de poser la question des ajustements que nous devons opérer, dans nos structures économiques certes, mais aussi et surtout dans nos comportements collectifs et individuels. Ces ajustements s'imposent pour faire face aux problèmes d'un monde de plus en plus déchiré par des processus générateurs de tensions tels que la détérioration de l'environnement naturel et la restructuration des économies partout en cours. A la mondialisation de l'économie répond un éclatement de la société mondiale issu de la résurgence de conflits anciens, du refus des inégalités et de l'émergence de résistances nouvelles à la domination économique et culturelle de la civilisation occidentale.

Nous avons voulu, dans ce douzième volume de l'Annuaire Suisse-Tiers Monde, analyser certains thèmes d'actualité dans la perspective des ajustements nécessaires évoqués ci-dessus. Ainsi dans le domaine des relations commerciales abordons-nous deux thèmes liés aux négociations de l'Uruguay Round sous l'angle des relations de la Suisse avec les pays en développement. **Heldi Bravo-Baumann** traite des effets d'une libéralisation dans le secteur agricole, tandis que **Philippe Brusick** présente le dossier des pratiques commerciales restrictives.

Le "Sommet de la Terre" de Rio compte certainement parmi les événements marquants de 1992. Quels seront les effets à long terme de cette conférence? **Ernst**

Brugger en présente un bilan synthétique et formule des propositions pour une nouvelle orientation de la coopération suisse au développement qui tienne compte des exigences d'une stratégie de développement durable.

Dans le débat sur les inégalités Nord-Sud, celles qui ont trait à la capacité des deux régions dans le domaine de la recherche scientifique sont rarement évoquées. Elles sont cependant parmi les plus criantes. Pourtant les innombrables problèmes posés par le développement économique et social d'un pays ne peuvent être résolus que si ce pays dispose d'une capacité propre de recherche scientifique dans de multiples domaines. **Thierry Freyvogel** dresse le bilan de la coopération scientifique de la Suisse avec les pays en développement et présente les réflexions en cours dans les milieux de la recherche et de la coopération au développement pour un renforcement de la recherche dans le Sud.

La Suisse est depuis longtemps un des pays industriels dont les relations financières avec les pays en développement sont les plus importantes en termes relatifs, voire en chiffres absolus. Ceci est particulièrement vrai pour les investissements directs. **Catherine Marrel** analyse l'évolution récente de ces investissements en s'attachant à définir très précisément comment les statistiques sont établies dans ce domaine où la collecte de données est particulièrement délicate. Nous publions ainsi pour la première fois des statistiques détaillées de l'investissement direct et des emplois liés à cet investissement par régions, en distinguant le secteur industriel et celui des services.

On se souvient qu'en 1991, le 700^e anniversaire de la Confédération avait été marqué dans le domaine des relations Nord-Sud par un crédit de programme exceptionnel de 700 millions de francs dont 400 millions de francs pour des mesures de désendettement en faveur des pays en développement à faible revenu. **Rolf Kappel**, dans un bilan intermédiaire, analyse le bien-fondé de la création de ce fonds de désendettement ainsi que les problèmes qui surgissent dans la mise en oeuvre, dans ce contexte, de fonds en monnaie locale pour financer des projets de développement.

A côté de ces articles qui n'engagent que leurs auteurs, l'Annuaire Suisse-Tiers monde 1993 comprend les rubriques suivantes:

- Une **revue des événements** survenus jusqu'en octobre 1992, ayant trait aux relations bilatérales et multilatérales de la Suisse avec les pays en développement. Cette revue est accompagnée d'une **chronologie**. Ces dernières années, la coopération publique de la Suisse avec les pays d'Europe centrale et de l'ex-URSS a gagné en importance. Nous avons décidé de traiter cette nouvelle dimension de notre politique extérieure en raison d'une part des incidences inévitables de cette coopération sur les relations Nord-Sud, et, d'autre part, de notre volonté de poursuivre la réflexion sur les similitudes et les différences entre les pays en développement et ces nouveaux partenaires de la coopération publique suisse;

- une **bibliographie** des textes parus depuis l'achèvement de l'Annuaire 1992 sur les relations Suisse-Tiers monde ainsi qu'une sélection d'ouvrages publiés en Suisse sur les problèmes de développement;
- un recueil des **statistiques** portant sur le commerce, les flux financiers et l'aide publique au développement;
- un **Index analytique** se référant à l'ensemble des textes publiés dans l'Annuaire.

Je remercie très vivement de leur précieuse collaboration les auteurs des articles que nous publions dans la partie "Analyses et positions" de l'Annuaire. Leurs contributions fournissent des éclairages nouveaux sur des aspects importants des relations Suisse-Tiers monde. J'exprime ma gratitude à mes collègues du Comité de rédaction pour le très grand travail accompli pour rassembler, analyser, traduire et présenter la grande masse des informations contenues dans cette publication. Enfin, j'adresse ma reconnaissance aux experts de l'Administration fédérale, d'associations faitières et d'oeuvres d'entraide qui nous ont assisté, combien efficacement, dans la collecte et la vérification des données que nous publions.

Jacques Forster
Professeur à l'IUED
Responsable du Comité de rédaction